

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 JUILLET 2009, CONCLUE AU SEIN DE LA COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE, EN EXECUTION DU PROTOCOLE D'ACCORD DU 8 JUILLET 2009, RELATIVE AU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS

Art. 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre par travailleurs, les travailleurs masculins et féminins.

Art. 2. § 1 Les travailleurs, à l'exception des travailleurs liés par un contrat de travail d'étudiants comme défini au titre VII de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, qui, sur base de l'article 17bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sont exclus du champ d'application du régime de sécurité sociale des travailleurs, se voient octroyer, durant l'année 2009, une prime unique d'un montant maximum de € 125, tout coût supplémentaire compris pour l'employeur, de quelque nature que ce soit, à l'exclusion des frais administratifs.
Au courant de l'année 2010, une prime unique de maximum € 250 est accordée sous les mêmes conditions que pour l'année 2009.

§ 2 Cette prime est octroyée sous la forme d'éco-chèques, tels que visés à la convention collective de travail n° 98, conclue au sein du Conseil national du travail, et sous les conditions définies à l'article 19 quater de l'arrêté royal susmentionné du 28 novembre 1969.

§ 3 Il peut être dérogé au § 2 de cet article, au niveau de l'entreprise, en remplaçant les éco-chèques, soit par l'introduction de chèques-repas ou la majoration de la cotisation patronale dans les chèques-repas, tels que visés à l'article 19 bis de l'arrêté royal susmentionné du 28 novembre 1969, soit en accordant, au niveau de l'entreprise, un avantage équivalent, individualisable dans le chef du travailleur.

A cet effet, une convention doit être signée entre les travailleurs et l'employeur avant le 30 novembre 2009. A défaut d'une telle convention avant cette date, la prime est accordée sous forme d'éco-chèques, tels que visés au § 2 de l'article 2 de la présente convention collective de travail.

L'octroi d'avantages dérogatoires doit pouvoir être démontré objectivement dans le chef du travailleur et ne peut dépasser € 125 en 2009 et € 250 en 2010, tout coût supplémentaire pour l'employeur, de quelque nature que ce soit, compris.

Art. 3. Le calcul de la prime telle que visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail se fait dans le chef du travailleur, sur base des principes repris aux articles 4 et 5 de la présente convention collective de travail, sauf disposition légale ou réglementaire contraire.

Art. 4. Pour l'année 2009, la période de référence pour le calcul de la prime est fixée à la période courant du 1^{er} décembre 2008 au 30 novembre 2009. Pour l'année 2010, la période de référence est fixée à la période courant du 1^{er} décembre 2009 au 30 novembre 2010.

Art. 5. § 1 Une prime de la valeur du montant maximum mentionné à l'art. 2 § 1 de la présente convention collective de travail est octroyée une fois par an à chaque travailleur à temps plein, lié pendant la totalité de la période de référence à l'employeur par un contrat de travail.

La prime pour les travailleurs à temps plein qui n'ont pas été lié pendant la totalité de la période à l'employeur par un contrat de travail est réduite de façon proportionnelle selon la formule suivante:

Montant maximum défini à l'art. 2 § 1 de la présente convention collective de travail multiplié par le nombre de mois calendrier complets couverts par le contrat de travail pendant la période de référence, divisé par 12.

Pour les mois calendriers incomplets, la prime est calculée selon les principes d'application pour les travailleurs à temps partiel, défini au § 2 du présent article. Le montant de la prime est alors la somme des deux résultats.

§ 2 Les travailleurs, liés par un contrat de travail à temps partiel, ont droit au montant maximum défini à l'art. 2 § 1 de la présente convention collective de travail multiplié par le nombre de jours effectivement prestes et assimilés pendant la période de référence, divisé par 260. (312 pour les fonctions dans les entreprises dont le régime de travail, à temps plein, est de six jours-semaine).

Chaque prestation journalière effective, ou-assimilée comme définie au § 4, compte pour un jour, indépendamment de la durée de la prestation journalière.

§ 3 La prime pour les travailleurs occasionnels tels que définis à l'article 31 bis de l'arrêté royal susmentionné du 28 novembre 1969, est calculée conformément à ce qui est défini au § 2 pour les travailleurs à temps partiel.

§ 4 Pour le calcul de la prime, doivent être considérés comme jours assimilés, les jours suivants: les jours assimilés mentionnés à l'article 16 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 stipulant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, les jours d'absence couverts par une rémunération soumise aux cotisations ONSS, les jours de vacances annuelles légales, les jours de congé compensatoire dans le cadre de la réduction de la durée du temps de travail, les congés pour raisons impérieuses tels que visés à la CCT n° 45 du CNT, le chômage temporaire à la suite d'intempéries, la diminution de carrière et réduction des prestations de travail jusqu'à un mi-temps, visées à la CCT n° 77bis du CNT, pour lesquelles une intervention de l'Onem est prévue et les jours de réduction du temps de travail ou de suspension du contrat de travail, dans le cadre des mesures en matière d'emploi pendant la crise, prévues par la loi du 19 juin 2009.

§ 5 Le résultat, des formules mentionnées à l'art. 5 § 1 et 2, est arrondi à deux décimales, avec un maximum de € 125 en 2009 ou € 250 en 2010. Lorsque la troisième décimale est inférieure à 5, il n'en est pas tenu compte. Lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à 5, la décimale à arrondir est augmentée d'une unité.

§ 6 . Pour l'année 2009, les éco-chèques sont octroyés au mois de décembre 2009, pour l'année 2010, au mois de décembre 2010.

A l'exception des travailleurs occasionnels, en cas de fin du contrat de travail pendant la période de référence, les éco-chèques sont octroyés à la fin du contrat de travail ou au plus tard au mois de décembre suivant le mois pendant lequel le contrat de travail a pris fin.

e

§ 7 La valeur nominale d'un éco-chèque ne peut excéder € 10 par chèque.

- Art. 6.** Les travailleurs ne peuvent acquérir avec des éco-chèques que les produits ou services à caractère écologique mentionnés expressément dans la liste jointe à la convention collective de travail n° 98 conclue au sein du Conseil national du travail. Lors de la première remise d'éco-chèques, l'employeur les informe du contenu de la liste susmentionnée par tous moyens utiles.
- Art. 7.** La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} mars 2009 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2010.

4

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 8 JULI 2009, GESLOTEN IN HET PARITAIR AIR COMITÉ VOOR HET HOTELBEDRIJF, IN UITVOERING VAN HET PROTOCOLAKKOORD VAN 8 JULI 2009, BETREFFENDE DE KOOPIKRACHT DER WERKNEMERS.

Art. 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "werknemers" verstaan de mannelijke en vrouwelijke werknemers.

Art. 2 §1 Aan de werknemers, met uitzondering van de werknemers verbonden met een arbeidsovereenkomst voor tewerkstelling van studenten, zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, die op basis van artikel *IIbis* van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van de socialezekerheidsregeling voor werknemers, wordt in het jaar 2009 een éénmalige premie toegekend van maximum € 125, elke bijkomende kost van welke aard dan ook voor de werkgever inbegrepen, met uitsluiting van de administratieve kosten. In het jaar 2010 wordt onder dezelfde voorwaarden zoals in 2009 een éénmalige premie toegekend van maximum € 250.

§2 Deze premie wordt toegekend onder de vorm van de ecocheque zoals bedoeld in collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 gesloten in de Nationale Arbeidsraad en onder de voorwaarden bepaald in artikel *19quater* van bovenvermeld koninklijk besluit van 28 november 1969.

§3 Op ondernemingsniveau kan afgeweken worden van § 2 van dit artikel door de ecocheque te vervangen door de invoering van, of de verhoging van de werkgeverstussenkost in de maaltijdcheques bedoeld in art. *19bis* van voormeld koninklijk besluit van 28 november 1969, of door middel van een gelijkwaardig, in hoofde van de werknemer individualiseerbaar voordeel op ondernemingsniveau.

Hiertoe dient op ondernemingsniveau vóór 30 november 2009 een overeenkomst te worden afgesloten tussen werknemers en werkgever. Bij ontstentenis van dergelijke overeenkomst vóór deze datum wordt de premie toegekend onder vorm van ecocheques, zoals voorzien in artikel 2 § 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

Het toekennen van afwijkende voordelen moet objectief aanwijsbaar zijn in hoofde van de werknemer, en mag niet meer bedragen dan € 125 in 2009 en € 250 in 2010, elke bijkomende kost van welke aard dan ook voor de werkgever inbegrepen.

Art. 3 De berekening van de premie bedoeld in art. 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst gebeurt in hoofde van de werknemer, op basis van de principes vervat in art.4 en 5 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, behoudens strijdige wettelijke of réglementaire bepalingen.

Art. 4 Voor het jaar 2009 wordt de referentieperiode voor het berekenen van de premie bepaald op de periode van 1 december 2008 tot 30 november 2009. Voor het jaar 2010 wordt de referentieperiode bepaald op de periode van 1 december 2009 tot 30 november 2010.

2

Art. 5 §1 Aan elke voltijdse werknemer, gedurende de volledige referentieperiode verbonden met een arbeidsovereenkomst met de werkgever wordt één keer per jaar een premie toegekend ter waarde van het maximumbedrag vermeld in art. 2 § 1 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

De premie voor de voltijdse werknemers die niet gedurende de hele referentieperiode verbonden waren door een arbeidsovereenkomst met de werkgever wordt verhoudingsgewijs verminderd door toepassing van volgende formule:

Maximumbedrag bepaald in art. 2§1 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vermenigvuldigd met het aantal volledige kalendermaanden gedekt door de arbeidsovereenkomst tijdens de referentieperiode gedeeld door 12.

Voor onvolledige kalendermaanden wordt de premie berekend volgens de regels van toepassing op deeltijdse werknemers, bepaald in § 2 van dit artikel. Het bedrag van de premie is dan de som van beide resultaten.

§2 Werknemers verbonden met een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid hebben recht op het maximumbedrag vastgesteld in art. 2 §1 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vermenigvuldigd met het aantal effectief gepresteerde en gelijkgestelde dagen tijdens de referentieperiode gedeeld door 260. (312 voor de functies in de ondernemingen waar het voltijdse arbeidsregime 6 dagen per week bedraagt)

Elke effectieve dagprestatie, of hiermee gelijkgesteld zoals bepaald in § 4 telt voor één dag, ongeacht de duur van de dagprestatie.

§ 3 De premie voor de gelegenhedswerknemers zoals gedefinieerd in art. 31bis van bovenvermeld koninklijk besluit van 28 november 1969, wordt berekend overeenkomstig het bepaalde in § 2 voor de deeltijdse werknemers.

§ 4 Voor het berekenen van de premie dienen volgende dagen als gelijkgestelde dagen te worden beschouwd: de gelijkgestelde dagen vermeld in art. 16 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tót bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, de dagen afwezigheid gedekt door loon dat onderworpen is aan R.SZ.-bijdragen, de wettelijke vakantiedagen, inhaalrustdagen in het kadervan arbeidsduurvermindering, verlof om dwingende redenen zoals bedoeld in CAO nr. 45 van de NAR, tijdelijke werkloosheid ingevolge slecht weer, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties tót een halftijdse betrekking bedoeld door CAO nr. 77bis van de NAR waarbij een tussenkomst van de RVA wordt voorzien, en de dagen van arbeidsduurvermindering of schorsing van de arbeidsovereenkomst in het kader van de maatregelen met betrekking tót tewerkstelling tijdens de crisis voorzien bij wet van 19juni2009.

§ 5 Het resultaat van de formules vermeld in art. 5 § 1 en 2 wordt afgerond op twee decimalen, met een maximum van € 125 in 2009, of € 250 in 2010. Als het derde decimaal lager is dan 5, wordt hiermee geen rekening gehouden. Is het derde decimaal gelijk of hoger dan 5, wordt het af te ronden decimaal met 1 verhoogd.

§ 6 Voor het jaar 2009 worden de ecocheques toegekend in de maand december 2009, voor het jaar 2010 worden de ecocheques toegekend in december 2010.

Met uitzondering van de gelegenhedswerknemers worden in geval van beëindiging van de arbeidsovereenkomst tijdens de referentieperiode de ecocheques toegekend bij het beëindigen van de arbeidsovereenkomst of uiterlijk in de maand december die volgt op de maand waarin de arbeidsovereenkomst werd beëindigd.

§7 De nominale waarde van een ecocheque mag niet meer bedragen dan €10 per chèque.

Art. 6 De werknemers kunnen met ecocheques alleen de producten of diensten van ecologische aard aankopen die expliciet opgenomen zijn op de lijst in bijlage bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 gesloten in de Nationale Arbeidsraad. Als de ecocheques voor het eerst aan de betrokken werknemers worden afgegeven informeert de werkgever hen met alle dienstige middelen over de inhoud van bovenvermelde lijst.

Art. 7 De collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 maart 2009 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2010.